



Arrêt des programmes de prévention par l'ARS dans le 93 : les personnes usagères de drogues en danger !

(Saint-Denis, le 26/09/2018) - Dans le département de Seine-Saint-Denis (93) l'Agence régionale de santé (ARS), a fait désinstaller le 31 août les deux distributeurs de matériel d'injection stérile, sur demande de la Préfecture. Act Up – Paris, AIDES, ASUD, la Fédération Addiction, Gaïa Paris, Médecins du Monde, Obs' Addicto 93, PROSES et Yucca 93 du groupe SOS dénoncent cette décision qui expose les personnes usagères de drogues à plus de risques de contaminations infectieuses notamment par le VIH et l'hépatite C.

La mise à disposition de matériel d'injection stérile pour les personnes usagères de drogues est reconnue comme une intervention de santé publique, intégrée aux politiques publiques en France depuis la fin des années 1980. Cette action est reconnue sur la scène internationale et fait partie intégrante des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Elle a permis, au cours de la décennie 1990, de stabiliser puis de faire baisser significativement le nombre d'infection par le VIH chez les usager-e-s de drogues, ce qui a bénéficié évidemment à l'ensemble de la population. Près de 2000 cas de découverte de séropositivité étaient dénombrés en 1993, contre moins de 100 cas par an aujourd'hui.

Les deux distributeurs désinstallés à Aulnay-Sous-Bois font partie des dispositifs les plus utilisés de France. Malgré cela et selon les dernières données de l'enquête ANRS-Coquelicot,¹ il s'agit du département où le matériel de prévention demeure le moins accessible pour les personnes usagères de drogues et où les taux de VIH et d'hépatite C sont les plus importants (avec la ville de Marseille).

La décision de l'Agence régionale de santé est totalement incohérente du point de vue de la santé publique et risque, à l'inverse, d'entraîner une recrudescence de nouvelles infections (VIH et hépatites).

Les autorités veulent faire baisser le nombre de seringues dans l'espace public mais font l'impasse sur les conséquences sanitaires et le nombre de nouvelles contaminations. D'autres solutions existent qui ne mettent pas en danger la santé des personnes.

¹ Critical situation concerning HIV exposure among People Who Inject Drugs in France: results from ANRS-Coquelicot surveys and HIV monitoring system. Marie Jauffret-Roustide, Josiane Pillonel, Florence Lot, Francis Barin, Françoise Cazein

Les associations demandent à l'Agence régionale en santé la remise en fonction immédiate des deux distributeurs de matériels concernés. C'est une nécessité de santé publique !

Contacts presse :

Act Up Paris: Marc Antoine Bartoli - 01 75 42 81 25

AIDES: Antoine Henry - ahenry@aides.org 06 10 41 23 86

Fédération Addiction: Olivier Hurel – o.hurel@federationaddiction.fr 01 42 28 83 20

Médecins du Monde : Fanny Mantaux – fanny.mantaux@medecinsdumonde.net +33 6 09 17 35 59